



Chauffage urbain

CHOISY - VITRY

DELEGANT :

Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry

2, avenue Youri Gagarine

94407 VITRY-SUR-SEINE Cedex

Tél : 01 46 82 82 12 / Fax : 01 57 67 08 31

Mél : chauffagechoisyvitry@mairie-vitry94.fr

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE CHAUFFAGE URBAIN

REGLEMENT DE SERVICE



CHOISY VITRY DISTRIBUTION

DELEGATAIRE :

2-10, rue Gabriel Péri

94400 VITRY SUR SEINE

Tél : 01 46 80 32 63

Mise à jour : 16 décembre 2014

SOMMAIRE

CHAPITRE I	3
DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DU REGLEMENT.....	3
ARTICLE 2 – PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS	3
ARTICLE 3 – MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE	4
ARTICLE 4 – OBLIGATION DU DELEGATAIRE	4
CHAPITRE II	5
CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE.....	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON	5
ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE	5
ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE	6
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON ..	7
ARTICLE 9 – COMPTEURS	7
ARTICLE 10 – CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES	8
ARTICLE 11 – MODIFICATION DES ABONNEMENTS	10
ARTICLE 12 – ESSAIS CONTRADICTOIRES.....	10
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES	11
CHAPITRE III	12
ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS	12
ARTICLE 14 – DEMANDE D'ABONNEMENT.....	12
ARTICLE 15 – OBLIGATION DE RACCORDEMENT	13
ARTICLE 16 – REGLES GENERALES CONCERNANT LES USAGERS RACCORDES	13
ARTICLE 17 – TARIFICATION	14
ARTICLE 18 – FRAIS DE RACCORDEMENT	15
ARTICLE 19 – PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES	15
CHAPITRE IV	16
DISPOSITIONS FINANCIERES.....	16
ARTICLE 20 – INDEXATION DES TARIFS.....	16
ARTICLE 22 – MODALITES D'APPLICATION DU TAUX DE TVA	22
ARTICLE 25 – CONDITIONS DE PAIEMENT DES DROITS DE RACCORDEMENT	24
ARTICLE 26 – FRAIS DE FERMETURE ET DE BRANCHEMENT.....	24
CHAPITRE V	25
DISPOSITIONS D'APPLICATION	25
ARTICLE 27 – DATE D'APPLICATION.....	25
ARTICLE 28 – MODIFICATION DU REGLEMENT	25
ARTICLE 29 – CLAUSE D'EXECUTION.....	25

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

En vertu de la convention de Délégation de Service Public intervenue le 19 octobre 2004 et de ses avenants successifs signés entre le Syndicat Intercommunal du Chauffage Urbain de Choisy-le-Roi et de Vitry-sur-Seine (SICUCV) en qualité de DELEGANT et la SNC CHOISY VITRY DISTRIBUTION (CVD), cette dernière assure la distribution d'énergie calorifique et prend la qualité de « DELEGATAIRE » pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

Le service public de production de la chaleur a été confié par le DELEGANT à l'entité SNC CHOISY VITRY ENERGIE (CVE), en qualité de « CONCESSIONNAIRE », en vertu d'une convention de concession (« DSP CVE »).

ARTICLE 1 – OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les rapports entre les ABONNES et le service.

Il est établi en conformité avec les dispositions du contrat susvisé, dont les ABONNES ont la faculté de prendre connaissance au siège du SICUCV (Hôtel de Ville de Vitry-sur-Seine).

ARTICLE 2 – PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS

Le DELEGATAIRE est chargé d'exploiter, à ses risques et périls, le service de transport et de distribution de chaleur. Il assure la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférents et, en conséquence, la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages.

Les ouvrages du service, appelés aussi installations primaires, comprennent les ouvrages de transport et de distribution d'énergie suivant :

- a) les locaux « DSP 2 » mis à disposition dans la sous station d'échange « vapeur / eau surchauffée » ainsi les ouvrages de pompage, de traitement d'eau et d'expansion en sous station d'échange vapeur / eau surchauffée
- b) le réseau de distribution publique (y compris génie civil) et les stations d'échange « haute-pression / basse pression »
- c) les équipements en chambres de vannes, de compensateurs de purge et de vidange (y compris génie civil)
- d) le branchement depuis le réseau jusqu'au poste d'échange
- e) le poste d'échange
- f) le dispositif de comptage de l'énergie calorifique livrée,
- g) l'ouvrage d'interconnexion entre le réseau exploité par le DELEGATAIRE et le réseau de chaleur de la société SEMMARIS aux fins de transférer de la chaleur issue de la récupération produite par le Syndicat mixte Intercommunal pour l'Exploitation, la gestion et la Valorisation des Déchets de la région de Rungis. La limite physique des équipements thermiques mis à disposition du DELEGATAIRE est la bride amont entrée échangeur dans la station d'échange de SEMMARIS.

Les ouvrages e et f sont établis dans un local, appelé poste de livraison, et qui est mis gratuitement à la disposition du service par L'ABONNE.

Les installations d'utilisation ou de répartition de la chaleur, appelées aussi installations secondaires, ne font pas partie des ouvrages du service. Elles sont établies et entretenues par l'ABONNE et à sa charge. Le DELEGATAIRE peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de tous les éléments en contact avec le fluide primaire. Il peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non-conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'ABONNE.

ARTICLE 3 – MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

Tout ABONNE éventuel désireux d'être alimenté en énergie calorifique doit souscrire auprès du DELEGATAIRE de distribution d'énergie calorifique une demande d'abonnement, et est, de ce fait, soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue à l'article 29.

Le présent règlement de service est annexé à la demande d'abonnement.

ARTICLE 4 – OBLIGATION DU DELEGATAIRE

Le DELEGATAIRE est tenu de fournir aux conditions du présent règlement de service l'énergie demandée dans la limite de la puissance souscrite.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

ARTICLE 5 – CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON

Le réseau de chaleur se présente suivant les quartiers desservis, sous la forme :

- d'une distribution d'eau surchauffée à une température variant de 120°C en été à 180°C en hiver et à une pression de 30 bars
- d'une distribution d'eau chaude basse température (< 109°C) dans quelques quartiers de Choisy et de Vitry. Ce fluide est préparé à partir du réseau d'eau surchauffée par l'intermédiaire de postes de transformation et de pompage.

L'énergie nécessaire au fonctionnement de l'installation de chauffage est à la disposition de l'ABONNE à une température qui évolue en fonction de la température extérieure tout en garantissant la satisfaction des besoins de l'ABONNE. Le secondaire de l'échangeur est normalement prévu pour une pression totale de 6 bars.

Les installations de production d'eau chaude sanitaire ne sont pas à la charge du DELEGATAIRE.

Nota : Lorsque des fournitures différentes ou d'autres natures sont envisagées, elles sont précisées aux "CONDITIONS PARTICULIERES" figurant dans la police d'abonnement, qui mentionnent également les prix nouveaux résultant des dispositions adoptées.

ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

I. Périodes de fournitures

1.1. *Fournitures au sein de la saison de chauffage*

Les dates de début et de la fin de saison de chauffage (période au cours de laquelle le DELEGATAIRE doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire dans les 24 heures suivant la demande de l'ABONNE) sont les suivantes :

- Début de la saison de chauffage : 1^{er} septembre
- Fin de la saison de chauffage : 30 juin de l'année suivante.

1.2. *Fournitures en dehors de la saison de chauffage*

Si l'ABONNE demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le DELEGATAIRE sera tenu de les accorder aux conditions fixées par sa demande d'abonnement.

II. Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés en dehors de la saison de chauffage ou pendant cette période à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des ABONNES.

Les travaux d'entretien programmables des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de 5 jours sur l'année avec un maximum de 48 (quarante-huit) heures consécutives en été et 12 (douze) heures consécutives pendant la saison de chauffe, hors dimanche et jours fériés. La durée et la date sont fixées par le SICUCV sur proposition du DELEGATAIRE ; elles sont communiquées à chaque ABONNE et, par avis collectifs, aux usagers concernés avec un préavis minimal de 10 (dix) jours.

III. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension

Tous travaux programmables exigeant la mise hors service des ouvrages sont exécutés en dehors de la saison de chauffage, et en une seule fois si possible, sauf dérogation accordée par le SICUCV.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le SICUCV après avis du DELEGATAIRE. Les dates sont communiquées aux ABONNES et, par avis collectifs, aux usagers concernés.

ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

I. Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le DELEGATAIRE doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai le SICUCV, les ABONNES concernés et, par avis collectifs, les usagers concernés.

II. Autres cas d'interruption de fourniture

Le DELEGATAIRE a le droit, après en avoir avisé le SICUCV, de suspendre la fourniture de chaleur à tout ABONNE dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du service. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde mais doit prévenir immédiatement l'ABONNE et, par avis collectifs, les usagers concernés. Il rend compte au SICUCV dans les vingt-quatre heures avec les justifications nécessaires.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON

Branchement : Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage d'un ABONNE sont raccordées à une canalisation de distribution publique. Il est délimité, côté ABONNE à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Postes de livraison : Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'ABONNE (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, comptage, échangeur avec ses accessoires de contrôle et de régulation automatique de la température du circuit secondaire) sont établis, entretenus et renouvelés par le DELEGATAIRE dans les mêmes conditions que les branchements.

Un schéma des limites de prestations entre l'ABONNE et le DELEGATAIRE sera joint à la police d'abonnement.

ARTICLE 9 – COMPTEURS

Les compteurs sont fournis, posés entretenus et renouvelés par le DELEGATAIRE.

Les compteurs d'énergie sont posés sur les canalisations de retour de chauffage au plus près des échangeurs en ce qui concerne le chauffage et sur le retour chauffage du circuit primaire (cas où il n'y a qu'un seul ABONNE raccordé sur le poste de livraison) ou des circuits secondaires (cas où plusieurs ABONNES sont raccordés sur le même poste de livraison).

Les compteurs sont relevés mensuellement, les deux derniers jours ouvrables du mois ou les deux premiers jours ouvrables du mois suivant.

En cas d'accident indépendant de la prestation du DELEGATAIRE, dégradant les conditions métrologiques de la mesure, le renouvellement du compteur sera à la charge de l'ABONNE.

Par ailleurs, en cas de modification de la puissance souscrite, les compteurs devront, si nécessaire, être modifiés ou remplacés par d'autres compteurs de calibre et de type convenables. Ces travaux et fournitures seront à la charge de l'ABONNE.

Le DELEGATAIRE procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans frais pour l'ABONNE. L'ABONNE aura toujours le droit de demander la vérification des compteurs.

Le contrôle des compteurs d'énergie sera effectué suivant la norme NF EN 1434 pour les compteurs pour laquelle le fournisseur fournira au DELEGATAIRE le certificat de contrôle initial.

Les frais de la vérification sont à la charge de l'ABONNE, si le compteur est reconnu comme fonctionnant dans les limites de la tolérance indiquées par le Constructeur. Ils sont à la charge du DELEGATAIRE dans le cas contraire.

S'il était révélé que le compteur donnait des indications erronées, en dehors d'une tolérance de + ou - 5% par rapport à la consommation de référence, le DELEGATAIRE remplacera ces indications par la valeur calculée suivant la formule ci-après :

Compteur d'énergie chauffage :

$$Ce = Cr \times \frac{Dju}{Djur}$$

Formule dans laquelle :

- Ce =** Consommation estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.
- Cr =** Consommation de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.
- Djur =** Nombre de degrés jour unifié publiés par Météoclim à la station de Orly pour la période de référence ci-dessus.
- Dju =** Nombre de degrés jour unifié publiés par Météoclim à la station de Orly pour la période estimée.

Cette formule de mesure de consommation sera appliquée jusqu'à la remise en état du compteur.

Un coefficient de pondération de la consommation de chaleur pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire sera introduit dans cette formule le cas échéant.

ARTICLE 10 – CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement exprimée en kW est la somme des puissances souscrites chauffage et eau chaude sanitaire.

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le DELEGATAIRE est tenu de mettre à la disposition de l'ABONNE.

Elle est égale ou supérieure à la somme :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments de l'ABONNE, des pertes internes de distribution et des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi, ⁽¹⁾
Cette somme est affecté d'un coefficient de surpuissance pour remise en température après baisse ou arrêt du chauffage qui ne peut être inférieur à 1,10 pour les bâtiments d'habitation et à 1,20 pour les autres bâtiments.
- des besoins de l'ABONNE pour sa production éventuelle d'eau chaude sanitaire.
La puissance nécessaire à la production d'eau chaude sanitaire est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'ABONNE et des caractéristiques

(1) Les besoins calorifiques tiennent notamment compte de la température minimale de base pour laquelle a été calculée l'installation. Ils seront fixés par application des normes françaises en vigueur, disponibles en particulier au centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.).

S.I.V.U. de chauffage urbain

Choisy-Vitry

des installations du poste de livraison. La puissance E.C.S. (en kW) pour les bâtiments de logements est égale à un minimum de : $2,33 \text{ (kW)} \times \text{Nombre de logements}$

Chaque ABONNE reste libre de choisir une puissance souscrite supérieure si le niveau de confort désiré dépasse la puissance souscrite ci-dessus. Dans ce cas, la puissance souscrite est précisée dans la police d'abonnement.

La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'ABONNE, calculée suivant les normes en vigueur, le poste de livraison fonctionnant dans les conditions retenues lors de la demande d'abonnement.

L'ABONNE peut limiter pendant un an la puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

Dans tous les cas, la puissance calorifique maximale en service continu ne pourra être inférieure à $0,05 \text{ kW} \times \text{S.H.O.N.}$ (surface hors œuvre nette en m^2 telle qu'elle apparaît au permis de construire).

Si la puissance réelle est inférieure à la valeur calculée ci-dessus, la puissance souscrite chauffage sera égale à cette valeur majorée du coefficient de surpuissance.

Autre fourniture d'énergie calorifique

La puissance souscrite « autre fourniture d'énergie calorifique » est fixée dans la demande d'abonnement.

Dépassement de puissance souscrite

En cas de dépassement de la puissance souscrite l'ABONNE subira une pénalité de dépassement de puissance égale à 5 fois la valeur de dépassement sur la base de la redevance R22.

La pénalité s'applique sur la base de la puissance souscrite chauffage.

Dans le cas où les conditions extérieures de base de -7°C seraient dépassées le dépassement de puissance serait ramené aux conditions extérieures de -7°C . Le calcul prendra pour référence la température extérieure mesurée et publiée par la station d'Orly le jour du dépassement.

La pénalité serait effacée si l'ABONNE opte pour le réajustement de la puissance souscrite à la valeur du dépassement le mois où celui-ci a été constaté.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DES ABONNEMENTS

L'ABONNE a la faculté de demander la révision de son abonnement à la suite de la réalisation de travaux visant à économiser l'énergie à la date d'échéance de sa police d'abonnement. ⁽¹⁾

Dans ce cas, il détermine sa demande de nouvelle puissance souscrite sur la base d'un calcul effectué conformément aux dispositions de l'article 10. Le cas échéant, l'ABONNE peut demander qu'un essai contradictoire soit effectué selon les modalités définies à l'article 12 ci-après ; les frais de cet essai sont alors à la charge de l'ABONNE.

Si la puissance ainsi déterminée est inférieure de plus de 4% à la puissance initialement souscrite, elle donne lieu à minoration de la puissance souscrite dès la facturation qui suit le mois au cours duquel l'essai a été réalisé.

Le nombre de kW sert de base à la facturation des termes R22 et R23.

ARTICLE 12 – ESSAIS CONTRADICTOIRES

Un essai contradictoire peut être demandé ⁽¹⁾ :

- par l'ABONNE, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite, ou s'il désire diminuer cette puissance,
 - par le DELEGATAIRE, s'il estime que l'ABONNE appelle davantage que la puissance souscrite.
- a) Pour les vérifications à la demande de l'ABONNE, si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'ABONNE et il lui appartient, s'il le désire, soit de modifier l'équipement de son poste de livraison soit de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge du DELEGATAIRE, qui doit rendre la livraison conforme.
- b) Pour les vérifications à la demande du DELEGATAIRE, si la puissance ainsi déterminée est supérieure à la puissance souscrite initiale ou révisée, le DELEGATAIRE peut demander :
- soit que l'ABONNE réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables,
 - soit qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

Dans ces deux cas, les frais de l'essai sont à la charge de l'ABONNE. Si la puissance ainsi déterminée est conforme, les frais de l'essai sont à la charge du DELEGATAIRE.

(1) Dans tous les cas, la procédure prévue à l'article 11-II sera substituée par celle prévue par les textes législatifs et réglementaires en vigueur (cf. Décret n° 2011-1984 du 28 décembre 2011 relatif au réajustement de la puissance souscrite dans les contrats d'abonnement aux réseaux de chaleur) si ceux-ci présentent un avantage pour l'abonné.

(1) Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.O. du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'abonné, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire. A défaut, on relèvera les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de dix minutes, d'où l'on déduira la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes. Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à vingt quatre heures consécutives et détermineront la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. Si un enregistreur peut être mis en place, la durée de vingt quatre heures doit être portée à sept jours. On calculera à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée lorsque la température extérieure de base est atteinte et on la multipliera par le coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES

Chaque ABONNE a la charge et la responsabilité de ses propres installations, dites secondaires: robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion (selon le cas), appareillages d'émission calorifique, etc...

Le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition du DELEGATAIRE par l'ABONNE qui en assure en permanence le clos et le couvert.

Ce local devra être conforme aux réglementations en vigueur, en particulier au DTU 65-3 et à l'arrêté du 23 juin 1978.

L'ABONNE permet également l'accès aux compteurs et vannes de branchement.

En outre, l'ABONNE assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations du service autres que les installations primaires,
- la maintenance de ses propres installations de production de chaleur en vue d'assurer, le cas échéant, l'appoint et le secours,
- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison et au fonctionnement des installations secondaires et primaires,
- la fourniture de l'eau froide nécessaire à l'alimentation des équipements de production d'eau chaude sanitaire et au fonctionnement des installations secondaires,
- la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires, conformément à l'avis technique C.S.T.B. n° 14/93-346 ;
- le traitement de l'eau chaude sanitaire éventuel suivant les prescriptions des additifs 4 et 5 du DTU GO.1,
- le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

Lorsque les corrosions et/ou désordres, quelles qu'en soient la nature et les causes, se révèlent sur, plus particulièrement, les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- S'il s'avère que l'origine de ces désordres provient des installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par le Délégué.
- S'il s'avère que l'origine de ces désordres provient des installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'ABONNE.

CHAPITRE III

ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS

ARTICLE 14 – DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers de l'immeuble, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie ⁽¹⁾.

Le DELEGATAIRE est tenu de fournir à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai qui sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande, la chaleur nécessaire pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.

Le DELEGATAIRE peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement ou limiter la puissance souscrite si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le DELEGATAIRE peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme.

Attribution des Unités de Répartition Forfaitaire – URF

Le mode de calcul pour l'établissement des URF (Unité de Répartition Forfaitaire) est établi par référence à la consommation.

Pour les bâtiments existants, il est attribué à chaque ABONNE un nombre d'URF calculé par la moyenne des consommations enregistrées les trois dernières années précédant la raccordement.

Ce nombre d'URF ainsi obtenu sera ensuite invariable, sauf en cas de modification des besoins de l'ABONNE tel que :

- l'agrandissement des locaux,
- la fermeture, la démolition de bâtiments
- la mise en œuvre de travaux ou de mesures d'économie d'énergie

Ces modifications ne seront alors prises en considération dans le calcul des URF qu'à l'issue d'une (1) année de fonctionnement des installations. Ainsi le nombre d'URF à prendre en compte correspondra aux consommations relevées pour cette même période.

Pour les nouvelles constructions, le nombre d'URF est fixé les deux premières années en fonction de la prévision annuelle de consommations fournie par le maître d'ouvrage et ramenée dans les conditions climatiques standard de 2300 DJU (ORLY), puis, au terme de deux années d'exploitation continue en régime, établi par ajustement de la consommation annuelle ramenée dans les conditions climatiques standard de 2300 DJU (ORLY).

Le nombre d'URF sert de base à la facturation des termes R21 et R24.

(1) Ce dépôt de garantie ne devra pas être supérieur à la valeur de la moitié de la facturation de la quantité annuelle d'énergie consommée correspondant à la puissance souscrite.

A l'issue du premier exercice, ce dépôt de garantie peut faire l'objet d'un réajustement en hausse ou en baisse pour tenir compte de la consommation réelle de l'abonné.

Le réajustement ne doit intervenir que s'il existe une différence significative entre les prévisions de consommation envisagées lors de la demande de l'abonnement et celle qui est réellement constatée.

ARTICLE 15 – OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Sans objet.

ARTICLE 16 – REGLES GENERALES CONCERNANT LES USAGERS RACCORDES

Lorsque l'ABONNE procède à un paiement échelonné au DELEGATAIRE du montant des investissements entraînés par son raccordement, son abonnement est conclu pour la durée du remboursement, qui peut être supérieure à cinq ans.

Dans les autres cas, les abonnements sont conclus pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable par tacite reconduction par période d'un an et ce jusqu'à la fin de la Délégation de Service Public.

En tout état de cause, l'ABONNE ne peut procéder à la résiliation de son abonnement avant l'expiration de sa durée initiale.

L'ABONNE ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre recommandée le DELEGATAIRE trois mois au moins avant la fin de la période en cours.

A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'ABONNE dans les conditions prévues à l'article 27.

Le DELEGATAIRE remet au nouvel ABONNE un exemplaire des tarifs en vigueur.

Tout ABONNE peut en outre consulter les délibérations fixant les tarifs au siège du SICUCV.

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année, mais ils ne courent qu'à partir du 1^{er} juillet suivant ⁽¹⁾.

Les abonnements sont cessibles à un tiers à toute époque de l'année, moyennant un préavis de 10 (dix) jours.

L'ancien ABONNE ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droits restent responsables vis à vis du DELEGATAIRE de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

(1) La facturation pour la période comprise entre le jour de la mise en service et le 1^{er} juillet suivant est calculée au prorata de la durée, pour la partie fixe de l'abonnement, et selon la consommation mesurée pour la partie proportionnelle.

ARTICLE 17 – TARIFICATION

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés ou approuvés par le Comité Syndical. Ces tarifs auxquels pourront s'ajouter les redevances dues au DELEGANT et, d'autre part les divers droits et taxes additionnelles au prix de l'énergie calorifique, comprennent :

- A. Un élément proportionnel (R1) représentant le coût de l'énergie (sauf l'électricité afférente aux usages visés en R2), réputée nécessaire pour assurer la fourniture d'un MWh destiné au chauffage des locaux, au réchauffage de l'eau chaude sanitaire ou autres utilisations possibles de l'énergie.
- B. Un terme R2, décomposé en quatre termes représentant la somme des éléments suivants :

Terme R21 :

- L'abonnement (A), défini à l'article 22.3 de la convention de Délégation de Service Public, souscrit auprès du CONCESSIONNAIRE chargé de la production de l'énergie calorifique. Ce terme est représentatif des charges liées à l'amortissement des investissements réalisés par le CONCESSIONNAIRE au titre des ouvrages de premier établissement.

Ce terme R21 est exprimé en € HT/URF/an.

Terme R22 :

- Le coût des prestations de conduite, de petit et gros entretien nécessaire pour assurer le fonctionnement des installations primaires,
Le coût de l'énergie électrique utilisée pour assurer le fonctionnement des installations primaires (en sous station d'échange vapeur / eau surchauffée et en sous station d'échange intermédiaire),
Le coût des prestations et transmission des informations entre certains postes abonnés (ou chambres) et la sous station d'échange,
Le coût du renouvellement des installations,
Les impôts et taxes divers, (y compris quote-part de la "contribution économique territoriale" correspondant à la sous station d'échange vapeur / eau surchauffée)
Les charges liées à l'amortissement des investissements réalisées par le DELEGATAIRE, et toutes charges financières liées.
- Les frais de contrôle définis à l'article 39 de la Convention de Délégation de Service Public et la redevance d'occupation du domaine public définie à l'article 37 de la Convention de Délégation de Service Public.
- Les charges liées à la reprise des montants correspondant aux dépenses que le DELEGANT a exposées pour les travaux réalisés dans l'intérêt du service préalablement à la date de prise d'effet de la Convention de Délégation de Service Public et définis à l'article 10 de cette Convention.

Ce terme R22 est exprimé en € HT/kW souscrit/an.

Terme R23 :

- Le coût des prestations de conduite, de petit et de gros entretien nécessaires pour assurer le fonctionnement des ouvrages d'interconnexion,
- Le coût de l'énergie électrique utilisée pour assurer le fonctionnement des ouvrages d'interconnexion,
- Le coût du renouvellement des ouvrages d'interconnexion,
- Les impôts, taxes et redevances divers, liés aux ouvrages d'interconnexion.

Ce terme R23 est exprimé en € HT/kW souscrit/an.

Terme R24 :

Cet élément tarifaire est représentatif des charges liées à l'amortissement des investissements réalisés par le DELEGANT au titre des ouvrages de premier établissement et mis à disposition du DELEGATAIRE.

Ce terme R24 est exprimé en € HT/URF/an.

ARTICLE 18 – FRAIS DE RACCORDEMENT

Les frais de raccordement représentent la participation du nouvel ABONNE au coût des travaux nécessaires (branchements, postes de livraison et compteurs) à son raccordement au réseau de distribution de chaleur. Ils sont soumis à l'agrément du DELEGANT.

Ils sont plafonnés au prix de 139 Euros HT/kW souscrit par l'ABONNE (valeur 31 janvier 2012).

Cette valeur est révisée annuellement, au 01^{er} janvier, selon la formule de révision du terme R22 définie à l'article 20.2 ci-après.

ARTICLE 19 – PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES

1. Cas de simultanéité des demandes

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, le DELEGATAIRE répartira les frais de réalisation entre les futurs ABONNES conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

2. Cas de demandes postérieures aux travaux

Pendant les dix premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel ABONNE ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée de 1/10^{ème} par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée et reversée aux ABONNES déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

Les frais de raccordement sont déterminés selon la règle générale définie à l'article 18 ci-dessus.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 20 – INDEXATION DES TARIFS

Les tarifs de la vente de chaleur sont révisés dans les conditions suivantes.

20.1 Élément tarifaire proportionnel R1

$$R1 = R1_c \times \%_c + R1_s \times \%_s$$

Formule dans laquelle :

$R1_c$ = Prix hors TVA de vente aux abonnés du MWh produit par le CONCESSIONNAIRE, en valeur du mois de facturation,

$R1_s$ = Prix hors TVA de vente aux abonnés du MWh produit par la SEMMARIS en valeur du mois de facturation,

$\%_s$ = Pourcentage moyen annuel d'énergie achetée auprès de la SEMMARIS,

$\%_c$ = $1 - \%_s$,

Les termes $R1_c$ et $R1_s$ étant définis ci-après.

La première année d'exploitation de l'ouvrage d'interconnexion entre les réseaux exploités par le DELEGATAIRE et la SEMMARIS, les valeurs de $\%_c$ et $\%_s$ sont les suivantes :

$$\%_s = 23\%$$

$$\%_c = 77\%$$

Les valeurs des années suivantes seront fixées au premier janvier en fonction de la mixité moyenne constatée sur l'année N-1.

En cas d'indisponibilité de la chaleur issue de la SEMMARIS pendant une durée supérieure à 2 (deux) mois due à une panne sur les installations intervenant durant la période prévisionnelle d'enlèvement de la chaleur à la SEMMARIS, le DELEGATAIRE appliquera pour la facturation du terme R1 aux ABONNES sur la facture du troisième mois suivant la survenance de la panne une mixité intégrant une part d'énergie issue de la SEMMARIS nulle. Cette mixité sera maintenue jusqu'à la remise en service des installations.

L'unité de facturation des redevances proportionnelles est le MWh mesuré au compteur d'énergie.

a. Élément tarifaire $R1_c$

Le terme $R1_c$ est révisé mensuellement par application de la formule suivante :

$$R1_c = \rho_c \times E_m$$

Dans laquelle :

$R1_c$	=	Prix hors TVA de vente aux abonnés du MWh produit par le CONCESSIONNAIRE de production d'énergie, en valeur du mois de facturation
ρ_c	=	Rendement de distribution du réseau fixe égal à 1,121
E_m	=	$E_{m0} \times k + TICC$
E_{m0}	=	Prix d'achat initial hors TVA du MWh au CONCESSIONNAIRE en hiver (décembre, janvier et février), valeur au 31 janvier 2012 soit 48,92 € HT/MWh,
E_{m0}	=	Prix d'achat initial hors TVA du MWh à CVE en intersaison (mars, avril, octobre et novembre), valeur au 31 janvier 2012 soit 46,12 € HT/MWh,
E_{m0}	=	Prix d'achat initial hors TVA du MWh à CVE en été (mai, juin, juillet, août et septembre), valeur au 31 janvier 2012 soit 40,50 € HT/MWh,

$$k = 0,1 + 0,25 \times 0,6 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,4 \times \frac{BT40}{BT40_0} + 0,65 \times a \times \frac{I_m}{I_{m0}} + b \times \frac{G}{G_0} + c \times \frac{Ch}{Ch_0} + d \times \frac{TTBTS}{TTBTS_0}$$

TICC	=	$j \times c \times TICC_0$
a	=	Part incinération dans la mixité,
b	=	Part gaz dans la mixité,
c	=	Part houilles et agglomérés dans la mixité,
d	=	Part fioul lourd dans la mixité,
j	=	Valeur pour l'année en cours du coefficient d'assujettissement du réseau CPCU au regard de la TICC,
$TICC_0$	=	Valeur initiale de la taxe intérieure sur la consommation de charbon à la signature de l'avenant n°3 de la DSP 1 du 9 mars 2004, soit 1,19 € HT/MWh,
$ICHT-IME_0$	=	Valeur de l'indice du coût horaire de la main d'œuvre, charges sociales incluses, des industries mécaniques et électriques soit 108,40 au 31 janvier 2012,
$ICHT-IME$	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus,

S.I.V.U. de chauffage urbain

Choisy-Vitry

BT40 ₀	=	Valeur initiale de l'indice BT « Bâtiment Chauffage Central » publiée par le moniteur des Travaux Publics soit 990,60 au 31 janvier 2012,
BT40	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus,
I_{m0}	=	Prix initial de cession de la vapeur facturée par le SYCTOM à CPCU en hiver (décembre, janvier et février), valeur au 31 janvier 2012 soit 15,44 € HT/t,
I_{m0}	=	Prix initial de cession de la vapeur facturée par le SYCTOM à CPCU en intersaison (mars, avril, octobre et novembre), valeur au 31 janvier 2012 soit 12,89 € HT/t,
I_{m0}	=	Prix initial de cession de la vapeur facturée par le SYCTOM à CPCU en été (mai, juin, juillet, août et septembre), valeur au 31 janvier 2012 soit 7,78 € HT/t,
I_m	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus,
G ₀	=	Valeur initiale de l'indice INSEE de prix de vente du gaz manufacturé, hors vente aux ménages, nomenclature CPF35.21 Marché Français prix départ usine, soit 174,00 au 31 janvier 2012,
G	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus,
Ch ₀	=	Valeur initiale de l'indice de prix d'achat à l'importation « houilles pour les autres industries » hors zone euros publié par l'INSEE – CPF 05.10, soit 160,50 au 31 janvier 2012,
Ch	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus,
TTBTS ₀	=	Valeur initiale de l'indice de prix du fioul lourd de qualité TBTS publié par la Direction des hydrocarbures et des Matières premières DIREM soit 541,85 au 31 janvier 2012,
TTBTS	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus.

b. Élément tarifaire R1_s

Le terme R1_s est révisé le 1^{er} novembre de chaque année pour le tarif hiver (novembre à mars) et le 1^{er} avril de chaque année pour le tarif été (avril à octobre) par application de la formule suivante :

$$R1_s = P \times K_s \times \rho_s$$

Dans laquelle :

R1 _s	=	Prix hors TVA de vente aux abonnés du MWh produit par de la SEMMARIS en valeur du mois de facturation,
P	=	Prix révisé de la chaleur vendue par la SEMMARIS par MWh tel que fixé dans l'avenant 11 à la Convention de Délégation de Service Public
K _s	=	Coefficient de gestion lié à l'exploitation de l'interconnexion par le DELEGATAIRE, fixe et égal à 1,030
ρ _s	=	Rendement de distribution du réseau fixe égal à 1,121

20.2 Élément tarifaire R21

Le terme tarifaire R21 est indexé par application de la formule suivante :

$$R21 = R21_0 \left[0,45 + 0,55 \times \left(0,55 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT_0 - IME} + 0,45 \times \frac{BT40}{BT40_0} \right) \right] - \frac{Avoir A}{\sum URF}$$

Dans laquelle :

R21₀ = 12,63 € HT/URF/an

R21 = Prix révisés hors T.V.A.

Avoir A = Avoir forfaitaire d'un montant de 275 411 € HTVA/an, constant et non révisable, sur l'abonnement (A) (art. 22.3 de la Convention de Délégation de Service Public) facturé au DELEGATAIRE par le CONCESSIONNAIRE.

∑URF = Total des URF souscrit par l'ensemble des ABONNES du réseau au 15 janvier de chaque année.

ICHT-IME₀ = Valeur résultante du rapport de la valeur l'indice ICHTTS1₀ présentée dans l'avenant 3, soit 120,20 par le coefficient de raccordement entre cet indice ICHTTS1₀ et l'indice de substitution ICHT-IME désigné ci-dessous (1,43), soit ICHT-IME₀ = 108,40 au 31 janvier 2012

Pour rappel, la valeur de l'indice ICHTTS1₀ correspondait à la dernière valeur connue de l'indice ICHTTS1 du coût horaire de la main d'œuvre, charges sociales incluses, des industries mécaniques et électriques au 1^{er} mai 2003, soit 120,20.

ICHT-IME = Dernière valeur connue en date du 15 janvier de l'exercice considéré de l'indice « salaires, revenus et charge sociales – coût de la main d'œuvre et du

travail – Industries mécaniques et électriques » publiée par l'INSEE, le Moniteur et le B.O.C.C.

BT40₀ = Valeur initiale de l'indice BT « Bâtiment Chauffage central » publiée par le moniteur des Travaux Publics soit 990,60 au 31 janvier 2012.

BT40 = Dernière valeur connue en date du 15 janvier de l'exercice considéré de l'indice BT « Bâtiment Chauffage central » publiée par le Moniteur des Travaux Publics.

Ce terme est révisé annuellement au 15 janvier de l'exercice considéré.

L'unité de facturation de la redevance fixe R21 est le nombre d'URF défini pour l'ABONNE.

20.3 Élément tarifaire R22

Le terme tarifaire R22 est indexé pour chaque facturation par application de la formule suivante :

$$R22 = R22_0 \times \left[0,345 + 0,311 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,344 \times \frac{BT40}{BT40_0} \right] - \frac{AvoirR22}{\sum P_{sous}}$$

Dans laquelle :

R22₀ = 23,13 € HT/kW/an

R22 = Prix révisés hors T.V.A.

AvoirR22 = Avoir forfaitaire d'un montant de 225 611 € HTVA/an constant et non révisable.

$\sum P_{sous}$ = Total des puissances souscrites en kW par l'ensemble des ABONNES du réseau au 1^{er} janvier de chaque année.

ICHT-IME₀ = Valeur résultante du rapport de la valeur l'indice ICHTTS1₀ présentée dans l'avenant 3, soit 120,20 par le coefficient de raccordement entre cet indice ICHTTS1₀ et l'indice de substitution ICHT-IME désigné ci-dessous (1,43), soit ICHT-IME₀ = 108,40 au 31 janvier 2012

ICHT-IME = Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice « salaires, revenus et charge sociales – coût de la main d'œuvre et du travail – Industries mécaniques et électriques » publiée par l'INSEE, le Moniteur et le B.O.C.C.

BT40₀ = Valeur initiale de l'indice BT « Bâtiment Chauffage central » publiée par le moniteur des Travaux Publics soit 990,60 au 31 janvier 2012.

BT40 = Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice BT « Bâtiment Chauffage central » publiée par le Moniteur des Travaux Publics.

Ce terme est révisé mensuellement.

L'unité de facturation de la redevance fixe R22 est le nombre de kW souscrit par l'ABONNE.

Le prix plafond des frais de raccordement est indexé selon les mêmes modalités.

20.4 Élément tarifaire R23

Le terme tarifaire R23 est indexé pour chaque facturation par application de la formule suivante :

$$R23 = R23_0 \times \frac{\Sigma P_{sous_0}}{\Sigma P_{sous}} \times 0,345 + 0,311 \frac{ICHT - IME}{ICHT_0 - IME_0} + 0,344 \frac{BT\ 40}{BT\ 40_0}$$

Dans laquelle :

R23 ₀	=	1,81 € HT / kW / an,
R23	=	Prix révisé hors T.V.A,
ΣP _{sous} ₀	=	Total des puissances souscrites en kW par l'ensemble des abonnés du réseau au 1 ^{er} janvier 2012, soit 150 491 kW,
ΣP _{sous}	=	Total des puissances souscrites en kW par l'ensemble des abonnés du réseau au 1 ^{er} janvier de chaque année,
ICHT-IME ₀	=	Valeur de l'indice du coût horaire de la main d'œuvre, charges sociales incluses, des industries mécaniques et électriques soit 108,40 au 31 janvier 2012,
ICHT-IME	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus,
BT40 ₀	=	Valeur initiale de l'indice BT « Bâtiment Chauffage Central » publiée par le moniteur des Travaux Publics soit 990,60 au 31 janvier 2012,
BT40	=	Dernière valeur connue à la date de révision de l'indice ci-dessus.

Ce terme est révisé mensuellement.

L'unité de facturation de la redevance fixe R23 est le nombre de kW souscrit par l'ABONNE.

20.5 Élément tarifaire R24

Chaque année le DELEGANT fixe la valeur du terme R24 qui est prise en compte par le DELEGATAIRE afin d'établir le montant de cet élément tarifaire en €/HT/URF/an.

Le DELEGATAIRE prend en compte :

- le montant des annuités à rembourser l'année n ;
- le solde (positif ou négatif) entre ce qui aura été collecté durant l'année n-1 et le montant prévisionnel qui aurait dû être collecté durant cette année n-1 ;
- l'ensemble étant réparti au prorata du nombre d'URF attribué à chaque abonné, constaté au terme de l'année n-1.

Les recettes correspondant à ce terme R24 seront créditées à un compte « Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-le-roi / Vitry-sur-seine » ouvert dans les livres du DELEGATAIRE.

Le calcul des variations de prix sera communiqué au DELEGANT lors de chaque facturation définitive, sur la base des derniers indices publiés, les différents termes étant calculés avec quatre décimales et arrondis par défaut si la décimale à négliger est inférieure à cinq.

Les polices d'abonnement à souscrire dans le cadre de la présente convention de Délégation de Service Public définissent le nombre de kW et d'URF sur la base desquels les tarifs R21, R22, R23 et R24 sont appliqués.

ARTICLE 21 - MODALITES DE FACTURATION

La vente de chaleur aux ABONNES est payée par acomptes mensuels établis sur la base des tarifs définis par la Convention et ses avenants successifs appliqués :

- pour le R1 : aux MWh consommés par les ABONNES pendant le mois facturé, et mesurés aux compteurs d'énergie ;
- pour le R21 : aux URF attribués aux ABONNES tel que figurant dans leur police d'abonnement ;
- pour le R22 : aux kW souscrits par les ABONNES tel que figurant dans leur police d'abonnement ;
- pour le R23 : aux kW souscrits par les ABONNES tel que figurant dans leur police d'abonnement ;
- pour le R24 : aux URF attribués aux ABONNES tel que figurant dans leur police d'abonnement.

ARTICLE 22 – MODALITES D'APPLICATION DU TAUX DE TVA

Le DELEGATAIRE applique le taux de TVA, selon les règles fiscales en vigueur, et résultant, pour le terme R1, du taux des énergies renouvelables et de récupération enlevées pour la production de la chaleur.

ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant des factures est payable dans les 30 jours de leur présentation sauf pour les frais de raccordement prévus à l'article 27 ci-après.

Un ABONNE ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le DELEGATAIRE doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

Dans le cas où les factures émises par le DELEGATAIRE seraient impayées dans le délai de 60 jours à compter de leur date d'envoi, le DELEGATAIRE peut procéder, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'ABONNE et avis collectif affiché à l'intention des usagers concernés, à une restriction de la fourniture de chaleur ; cette restriction s'entendant comme une limitation en sous-station de la fourniture aboutissant à une température de chauffage dans les locaux de 15°C.

A défaut de paiement dans les 90 jours qui suivent la présentation des factures, le DELEGATAIRE peut interrompre, après un nouveau délai de quinze jours, la fourniture de chaleur après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'ABONNE et avis collectif affiché à l'intention des usagers concernés.

Le DELEGATAIRE doit toutefois notifier à nouveau cette décision de restriction ou d'interruption à l'ABONNE avec un préavis de 48 heures adressé dans les mêmes formes. Le DELEGATAIRE est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'ABONNE, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées.

Le DELEGATAIRE informe le DELEGANT de la mise en œuvre de la procédure d'interruption ou de restriction de fourniture ci-dessus.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'ABONNE.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du délai de trente jours prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts au taux d'intérêt légal.

Le DELEGATAIRE peut subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

La procédure, ci-dessus, est également applicable lors de la remise en route de la fourniture de chaleur en début de saison.

Tout changement d'ABONNE ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigible le montant des factures provisoires et de la facture définitive même non encore échus.

ARTICLE 24 - REDUCTION DE LA FACTURATION

Tout retard, interruption ou insuffisance de fourniture donne lieu au profit des ABONNES à une absence ou réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le délégataire.

A cet effet, les dispositions suivantes sont appliquées :

- a) sont considérés comme interruption de fourniture l'absence constatée pendant trois heures ou plus de la fourniture d'énergie calorifique ou les cas précisés sous c).
- b) Est considérée comme insuffisance de fourniture le fait de ne disposer en poste de livraison de chaleur, pendant trois heures ou plus, que d'une puissance comprise entre 50% et 95% de la puissance souscrite telle que celle-ci est fixée dans le contrat de cession de chaleur. Toutefois la fourniture ne sera pas considérée comme insuffisante si, compte tenu de la température extérieure, les besoins sont inférieurs aux puissances fournies, en particulier, si une règle de correspondance avec la température extérieure est fixée et si, cette règle est observée.
- c) Toute insuffisance dans la fourniture de chaleur ne permettant de satisfaire, pendant trois heures ou plus, que moins de 50% de la puissance nécessaire est considérée comme interruption totale de fourniture, à condition bien entendu que les besoins ne soient pas satisfaits.

d) Réduction de facturation

e1) en cas d'insuffisance de fourniture, la facture aux ABONNES sera réduite à due concurrence, à savoir :

- réduction du poste R1 enregistré au compteur,
- abattement de la facture des postes R21, R22 et R23 de 50%, moyenne *prorata temporis* en fonction de la durée constatée de l'insuffisance.

e2) en cas d'insuffisance considéré comme interruption totale de fourniture, la facture à l'ABONNE sera réduite à due concurrence, à savoir :

- suppression de la facturation des éléments R21, R22 et R23 au prorata d'insuffisance et/ou interruption augmentée de huit heures pour le redémarrage de la livraison d'énergie.

Les réductions de facturation arrêtées par le SICUCV sont notifiées au DELEGATAIRE ainsi qu'aux ABONNES concernés, pour application sur la facture suivante.

ARTICLE 25 – CONDITIONS DE PAIEMENT DES DROITS DE RACCORDEMENT

Concernant les droits de raccordement, les ABONNES peuvent demander à régler les sommes dues en trois (3) échéances égales. Dans tous les cas, la première somme est réglée avant le commencement des travaux et la seconde à réception des travaux, et ceci tel que le précise la Convention de raccordement établie entre le futur ABONNE et le DELEGATAIRE.

A défaut de paiement des sommes dues, l'abonnement pourra être suspendu 15 jours après une mise en demeure par lettre recommandée.

L'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions définies au règlement du service.

ARTICLE 26 – FRAIS DE FERMETURE ET DE BRANCHEMENT

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'ABONNE.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 27 – DATE D'APPLICATION

Le présent règlement de service est applicable après notification au DELEGATAIRE et à compter de la date de mise en service des ouvrages d'interconnexion entre le réseau exploité par le DELEGATAIRE et le réseau exploité par la société SEMMARIS.

ARTICLE 28 – MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Comité Syndical et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des ABONNES.

Les dérogations aux principes généraux du service et définitions de l'article 2 et les conditions techniques de livraison de l'article 5 seront mentionnées dans l'abonnement.

ARTICLE 29 – CLAUSE D'EXECUTION

Le Président du syndicat, les agents du DELEGANT habilités à cet effet, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibération du Comité Syndical du SICUCV du 16 décembre 2014.

Le Président


Roger LODIOT

